

■ CALAIS Bonne adresse

Le bonheur est dans les plantes !

Plus de cent variétés de thés, de plantes médicinales, des huiles essentielles, des idées de cadeaux originales... Située à deux pas de la Place d'Armes, *Grand-Mère m'a dit* est le lieu de rendez-vous des amoureux du bien-être au naturel.

Cet espace convivial où le conseil est roi a vu le jour il y a trois ans sous l'impulsion de Muriel Tisserant, suite à un licenciement économique. « *J'ai toujours eu la passion des plantes et le fait de travailler pour André Caudron qui était Docteur en pharmacie et phytothérapeute m'a encore plus piqué, raconte en souriant Muriel Tisserant. L'idée d'ouvrir une boutique je l'avais en tête depuis 2008, depuis l'autorisation accordée aux non pharmaciens de commercialiser 148 médicinales. Mon licenciement a été l'occasion de réaliser mon rêve.* »

Deux ateliers par mois

Très vite, le projet de Muriel suscite l'enthousiasme et elle obtient des subventions notamment de la part de SNCF Développement et d'Initiatives Calaisiennes. « *En créant Grand-Mère m'a dit, j'avais envie de permettre aux personnes à la recherche du vrai, du naturel de retrouver la madeleine de Proust de leur enfance, comme le souvenir des tisanes des grands-parents.* »

Pari réussi. Aujourd'hui, Muriel a une clientèle fidèle qui aime



Muriel Tisserant a créé la boutique voilà trois ans.

les conseils distillés au fil des saisons, pour conserver énergie et bien-être. « *Avec la naturopathe Sandrine Prevost, nous organisons tous les mois des ateliers pratiques d'une heure qui accueillent une quinzaine de personnes. Le coût est de 5 euros. Le dernier de l'année va porter par exemple sur les huiles essentielles*

de l'hiver. »

Inutile de réserver, c'est complet ! « *Ces rencontres ont beaucoup de succès. Ce sont des moments d'échanges très sympas qui attirent des gens de tous âges.* »

Le succès de *Grand-Mère m'a dit*, c'est aussi d'être accessible à toutes les bourses. « *Je pense*

que c'est important que chacun puisse se faire plaisir sans se ruiner », confie Muriel qui, pour Noël, a rentré de quoi faire des cadeaux plein de tonus !

Clotaire Vincent

> Au 18, rue Noël-Dubout, 62100 Calais, 03 21 82 59 83 ; <https://fr-fr.facebook.com/grandmeremadit>

■ RÉGION Agriculture

Un contrat de filière pour le bio !

Le groupement des agriculteurs bio du Nord - Pas-de-Calais (GABNOR) vient de lancer une expérimentation unique en France : la mise en place d'un contrat de filière pour le bio sur toute la région.

Les enjeux ? Répondre à une demande croissante en produits bio au niveau régional (+ 10 % par an) et, bien sûr, favoriser la conversion vers l'agriculture bio, de terres agricoles cultivées sur un mode conventionnel. La méthode ? Il s'agit d'aider l'agriculteur volontaire à s'engager au niveau culturel ; c'est-à-dire par l'arrêt de l'usage des produits phytosanitaires et autres engrais de synthèse, et l'utilisation d'un matériel de désherbage adapté.

Parallèlement, l'idée est de

diversifier les cultures et de procéder à des rotations plus longues et plus diversifiées que l'agriculture conventionnelle. Ensuite, le contrat prévoit de développer les zones de stockage adaptées et de développer le réseau de distribution. Enfin, l'objectif est de trouver de nouveaux débouchés. La conversion à l'agriculture biologique est un processus long.

Ce contrat de filière sera expérimenté en 2016 par les acteurs afin d'affiner les conditions de sa mise en œuvre. L'objectif est double : augmenter les surfaces en cultures biologiques, et donc les quantités produites, mais aussi assurer les débouchés afin de permettre aux agriculteurs de s'y retrouver financièrement.

B.D



Le contrat de filière sera expérimenté à partir de 2016.

■ LENS Georges Gastaud

Il défend la langue française



Pour le philosophe, l'anglais menace clairement le français.

Pour le philosophe Georges Gastaud, le combat pour la sauvegarde de la langue française est indissociable des luttes sociales. On lui doit le *Manifeste progressiste de la langue française* (2005). Puis la création, en 2009, du Collectif unitaire républicain pour la résistance, l'initiative et l'émancipation républicaine (COURRIEL).

Enseignant retraité, philosophe, fondateur du Pôle de renaissance communiste en France, le Lensois Georges Gastaud place d'emblée sous la bannière de l'internationalisme

et du progressisme ce combat pour la sauvegarde de la langue française menacée par le « tout-anglais ».

Ces dernières décennies, la situation se serait dégradée : loi Fioraso qui institue l'anglais comme langue de l'Université, entreprises pilotées par l'Etat (La Poste, SNCF...) multipliant les produits dénommés en anglais, publicités diffusées en anglais aux heures de grande écoute par les médias...

Jusqu'à Luc Besson qui « *prétend obtenir des fonds publics pour tourner dans l'Hexagone sa*

future superproduction (Valerian) en... anglais, au mépris de la loi Toubon de 1994 », s'insurge Georges Gastaud.

Le TAFTA en ligne de mire

Pour lui, cette « *offensive générale contre la langue française a pour toile de fond les discussions autour du Grand Marché transatlantique (TAFTA) qui vise à briser les digues protectionnistes.* » Une déferlante d'anglo-américanisation de nature à « *renforcer le matraquage idéologique néolibéral. A langue*

unique : pensée, économie et politiques uniques. »

Quant à la Charte européenne des langues régionales en discussion au Parlement, elle ne trouve pas plus grâce à ses yeux dans la mesure où elle « *accompagne manifestement la contre-réforme territoriale qui découpe la République une et indivisible en treize euro-länders.* » Une menace pour « *l'unité territoriale et linguistique des services publics, des qualifications et diplômes régionaux, du Code du Travail.* »

Pour répondre à ces défis, vient d'être lancé aux militants progressistes un appel à la résistance au « *tout-anglais transatlantique* » (1). Histoire de lier « *la lutte pour l'emploi, la protection sociale ou les services publics au combat linguistique.* »

Dans la région, il a déjà retenu l'attention de l'historien du syndicalisme Stéphane Sirot, de l'espérantiste arrageoise Marianne Dunlop ou encore du député PCF du Douaisis Jean-Jacques Candelier. Celui-ci devrait porter le débat sur les bans de l'Assemblée nationale avec la perspective d'une action de sensibilisation le 20 mars prochain à l'occasion de la Journée internationale de la francophonie.

Jacques Kmiecik

> (1) <http://www.courriel-languefrancaise.org/>

■ ARRAS Aménagement

Le casino fait peau neuve



Le casino de la rue Emile-Degrelle à Arras a subi des travaux.

Tour à tour music-hall, cinéma, salle de concerts, théâtre, le casino n'a paradoxalement jamais fait office de salle de jeux ! « *Arras n'étant pas une ville d'eau, ses concepteurs n'ont pas obtenu l'autorisation d'ouvrir* », rappelle Frédéric Leturque, le maire, lors de la réouverture d'un édifice des années 1920.

La municipalité, désormais propriétaire, a fait le choix de sa rénovation plutôt que de sa transformation, un temps envisagée, en parking ou hall commercial. Au total, 1 000 jours de « *mise aux normes et en accessibilité* » qui a coûté 11,5 millions d'euros à la collectivité (Ville à hauteur de 7,5 millions d'euros, État, Région, Département, Communauté urbaine d'Arras). Une

« *somme conséquente à la hauteur de l'ambition que nous avons pour ce lieu* », poursuit Frédéric Leturque qui confirme sa vocation pluridisciplinaire. Le résultat est plutôt probant. La salle au rez-de-chaussée dispose désormais de 936 places. Grâce à une reconfiguration de la pente du gradin, les spectateurs gagneront en confort et en visibilité. Quant au sous-sol, inexploité jusque-là, il a été aménagé (600 places debout, 293 assises) en vue d'accueillir des expositions notamment. La toiture a également été refaite, et les loges et la régie rénovées. Le casino devrait fonctionner « *en harmonie* » avec le Pharos, l'autre lieu de la culture à Arras.

Jacques Kmiecik